



**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX  
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine  
75186 PARIS CEDEX 04

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES**

**Fournitures pour activités manuelles et créatives pour le  
Centre des monuments nationaux**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**ACCORD-CADRE N° : 25-130-40**

**PROCEDURE DE PASSATION :** Accord-cadre passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, L. 2125-1, 1°, R. 2124-2, 1°, et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique

**POUVOIR ADJUDICATEUR :** Centre des monuments nationaux – Hôtel de Sully – 62, rue Saint-Antoine – 75186 PARIS CEDEX 04, représenté par Madame Marie LAVANDIER, agissant en qualité de Présidente du Centre des monuments nationaux.

**SERVICE GESTIONNAIRE :** Services du siège et monuments du réseau du CMN

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1.1 – PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1.2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 1.3 – ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 1.4 – FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
<b>ARTICLE 2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES .....	5
ARTICLE 2.2 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....	5
ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE .....	5
<b>ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE .</b>	<b>6</b>
ARTICLE 3.1 – CORRESPONDANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
ARTICLE 3.2 – CORRESPONDANT DU TITULAIRE.....	6
<b>ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS GENERALES.....	6
ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE .....	7
<b>ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS A EXECUTER .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 5.1 – GENERAL.....	7
ARTICLE 5.2 – CATALOGUE TITULAIRE .....	7
ARTICLE 5.3 – LISTE RESTREINTE DES FOURNITURES .....	8
ARTICLE 5.4 – EVOLUTIONS DU CATALOGUE .....	8
ARTICLE 5.5 – OUTIL DE COMMANDE EN LIGNE .....	8
ARTICLE 5.6 – LIVRAISON.....	9
ARTICLE 5.7 – STATISTIQUES .....	10
<b>ARTICLE 6 – PRIX, CONTENU ET VARIATION .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 6.1 – FORME ET NATURE DES PRIX.....	10
ARTICLE 6.2 – VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 6.3 – OFFRE PROMOTIONNELLE .....	11
<b>ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT.....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 7.1 – MODALITES DE PAIEMENT.....	12
ARTICLE 7.2 – PRODUCTION DES FACTURES .....	12
ARTICLE 7.3 – DELAI DE PAIEMENT .....	12
<b>ARTICLE 8 – PENALITES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 9.1 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	13
ARTICLE 9.2 – CONSIDERATIONS SOCIALES.....	14
<b>ARTICLE 10 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 – ASSURANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 – MODIFICATIONS RELATIVE AU TITULAIRE .....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 12.1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE.....	15

ARTICLE 12.2 – CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D’EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE .....	15
<b>ARTICLE 13 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE.....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 13.1 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE SANS FAUTE DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 13.2 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE .....	15
ARTICLE 13.3 – CONSEQUENCES DE LA RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE .....	16
ARTICLE 13.4 – RESILIATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L’ACCORD-CADRE .....	16
<b>ARTICLE 14 – STIPULATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE ...</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 – LITIGES .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS .....</b>	<b>17</b>
QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE » .....	18
DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D’ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN.....	18
COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT .....	18
<b>ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE**

### **ARTICLE 1.1 – PREAMBULE**

Premier opérateur culturel public français, le Centre des monuments nationaux (CMN) est un établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication.

Il conserve, restaure, gère, anime, ouvre à la visite une centaine de monuments nationaux propriété de l'État, au nombre desquels : l'abbaye du Mont-Saint-Michel, les châteaux d'Angers et d'Azay-le-Rideau, le château et les remparts de la cité de Carcassonne, l'Arc de triomphe et la Sainte-Chapelle, pour n'en citer que quelques-uns. Tous illustrent, par leur diversité, la richesse du patrimoine français de toutes les époques : abbayes, châteaux, grottes préhistoriques, sites archéologiques...

Le Centre des monuments nationaux a pour mission d'assurer, en tant que maître d'ouvrage, la conservation, la restauration et l'entretien des monuments placés sous sa responsabilité mais aussi de les mettre en valeur d'en développer l'accessibilité au plus grand nombre et d'assurer la qualité de l'accueil. Il favorise, avec près de 200 manifestations par an, la participation des monuments nationaux à la vie culturelle et au développement du tourisme, en concertation avec les directions régionales des affaires culturelles, les collectivités territoriales et les réseaux d'institutions culturelles.

Le Centre des monuments nationaux assure, en outre, une mission d'éditeur public sous la marque Éditions du patrimoine. Il contribue ainsi fortement à la connaissance et à la promotion du patrimoine par l'édition de guides de visite, de beaux livres - ouvrages photographiques et ouvrages de vulgarisation - de monographies d'architectes ou d'édifices, de textes théoriques, techniques ou scientifiques, de livres pour enfants, d'ouvrages pour aveugles et malvoyants et pour sourds et malentendants.

- Département des affaires juridiques et immobilières

Description des principales missions en lien avec le présent marché : le département des affaires juridiques et immobilières du Centre des Monuments Nationaux a pour vocation d'élaborer et de mettre en œuvre la politique des achats de l'établissement selon les cinq objectifs de la commande publique : la recherche de gains économiques, l'accès des PME à la commande publique, la performance environnementale, la performance sociale et l'innovation. A ce titre, le département des affaires juridiques et immobilières contribue à la mise en place de supports contractuels mutualisés pour le réseau de monuments et les directions métiers du siège tels que le présent marché pour répondre à des besoins ponctuels ou récurrents.

### **ARTICLE 1.2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les modalités de passation et d'exécution des bons de commande à conclure ultérieurement concernant les fournitures pour activités manuelles et créatives pour le Centre des monuments nationaux.

Les prestations objet de l'accord-cadre sont détaillées à l'article 5 du présent CCP.

### **ARTICLE 1.3 – ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

### **ARTICLE 1.4 – FORME DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, L. 2125-1, 1°, R. 2124-2, 1° et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de fournitures, traité à bons de commande.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum mais connaît un montant maximum de 100.000 € HT par an.

## **ARTICLE 2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

### ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les prestations font l'objet de bons commandes notifiés au fur et à mesure des besoins.

Des dispositions administratives particulières applicables à un nouveau besoin peuvent être intégrées dans le corps dudit bon de commande. Elles ne peuvent être invoquées par les différentes parties de l'accord-cadre que dans le cadre de ce seul bon de commande.

En toute hypothèse et sous peine de nullité, ces dispositions supplémentaires ne doivent en aucun cas constituer une modification substantielle des termes fixés au sein du présent accord-cadre.

### ARTICLE 2.2 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le délai maximum d'exécution est de 48 heures à réception du bon de commande, sauf acceptation d'un délai de livraison différent lors de la formalisation de la commande pour un ou pour l'ensemble des articles.

Il est précisé que le(s) bon(s) de commande(s) pourront continuer à s'exécuter au-delà de la date de validité de l'accord-cadre dans une limite de 3 mois seulement dans le cas où celui-ci aurait été engagé par le pouvoir adjudicateur durant la date de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution courent à compter de la réception du bon de commande et ses éventuels éléments annexés (documents et fichiers définitifs) nécessaires à l'exécution des prestations par le Titulaire.

### ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet de bons de commande qui seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix unitaires mentionnées dans son offre.

Le bon de commande mentionne notamment :

- nom et adresse du titulaire,
- référence et objet du marché,
- le lieu de livraison,
- le délai d'exécution,
- les références nécessaires à la dépose des factures sur CHORUS Pro
- les prestations commandées,
- les quantités,
- montant total H.T. et T.T.C.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée :

- soit via l'outil de commande en ligne ;
- soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriel.

Il n'est imposé aucun montant minimum de commande.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement du marché reste à la charge du Titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE**

### **ARTICLE 3.1 – CORRESPONDANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé du suivi général de l'exécution du marché est le Chef du pôle achat public : [marches-publics@monuments-nationaux.fr](mailto:marches-publics@monuments-nationaux.fr)

Le suivi d'exécution et de facturation des bons de commandes est réalisé au niveau de chaque service émetteur de la commande.

Leurs coordonnées seront transmises à la notification de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 3.2 – CORRESPONDANT DU TITULAIRE**

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité des bons de commande conclus sur le fondement du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, e-mail). Il est l'interlocuteur privilégié du Centre des monuments nationaux.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande doit être communiqué au représentant du pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS GENERALES**

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations et avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. En conséquence, il doit avoir sollicité toute information complémentaire dont il ressent le besoin.

Le titulaire s'engage formellement à mettre en œuvre tous les moyens permettant d'aboutir au succès de ses prestations. **Il a une obligation de moyens envers le Centre des monuments nationaux et s'engage à consacrer ses compétences et ses expériences à l'exécution des prestations qui lui sont confiées.**

Le Titulaire déclare que les fournitures sont conformes, par ordre de priorité décroissante :

- aux normes harmonisées établies par les organismes chargés de la normalisation dans les états membres de l'Union Européenne ;

- aux normes françaises homologuées ou aux normes étrangères nationales équivalentes ;

Ces normes sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à communiquer au Centre des monuments nationaux toute modification des normes en vigueur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect de ces normes par le titulaire.

#### **ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire s'engage à traiter de manière confidentielle toute information liée à l'exécution des bons de commande conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur les prestations à des tiers sans l'accord exprès préalable du Centre des monuments nationaux.

En cas de violation de ces obligations, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire au titre de l'article 13 du présent CCP.

### **ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS A EXECUTER**

#### **ARTICLE 5.1 – GENERAL**

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition d'un ensemble de produits génériques et à la marque répartis en famille :

- Papeterie ;
- Ecriture ;
- Autre ;
- Accessoire,

Ainsi que la mise à disposition et la maintenance d'un site de commande en ligne.

Par ailleurs, il est attendu que le titulaire de l'accord-cadre s'attache à répondre aux évolutions éventuelles en étant force de proposition en présentant les nouveautés en termes de produits et des améliorations dans l'organisation du service rendu.

#### **ARTICLE 5.2 – CATALOGUE TITULAIRE**

Le titulaire met à la disposition du Centre des monuments nationaux le listing des produits figurant dans son catalogue fournisseur à jour (document de type dématérialisé format tableau - EXCEL) qui précise la nature des produits, leur prix (et taxes), leur catégorie usuelle, leur conditionnement et leur caractère « vert ».

Le fichier est mis à jour par le titulaire annuellement et tient compte le cas échéant des modifications de produit et/ou de prix. Les mises à jour sont intégrées, après validation du Centre des monuments nationaux, sur l'outil de commande en ligne par le titulaire.

Les offres promotionnelles font également l'objet d'une transmission au correspondant du Centre des monuments nationaux.

Le titulaire doit être en mesure de transmettre au Centre des monuments nationaux et à titre gracieux, un ou plusieurs catalogues papier.

#### ARTICLE 5.3 – LISTE RESTREINTE DES FOURNITURES

Le Centre des monuments nationaux se réserve la possibilité d'établir une liste dite « restreinte » de produits dits « catalogue CMN » et ne rendre que certains produits accessibles à la commande par ses passeurs de commande sur l'outil de commande en ligne. Le correspondant du Centre des monuments nationaux conserve l'accès à l'ensemble des produits du catalogue du titulaire conforme à l'objet du présent accord-cadre.

En cas de modifications marginales des fournitures accessibles sur le catalogue restreint (ajout ou retrait), celles-ci doivent intervenir dans un délai maximal de 72 heures.

En cas de mise en place d'une liste restreinte de fournitures, le Centre des monuments nationaux prendra l'attache du titulaire pour voir les modalités de mises en œuvre d'une telle liste.

#### ARTICLE 5.4 – EVOLUTIONS DU CATALOGUE

En cas d'arrêt de référence, et préalablement à toute modification d'article, le titulaire doit proposer au correspondant du Centre des monuments nationaux une ou plusieurs références de substitution.

Le nouvel article devant satisfaire aux mêmes conditions et être techniquement équivalent ou supérieur à l'article initial et au plus égal au tarif de l'article qu'il remplace.

Pour toute modification d'article, le titulaire doit solliciter l'accord du Centre des monuments nationaux. Si la proposition du titulaire ne recueille pas l'approbation du Centre des monuments nationaux, la substitution d'article ne peut pas intervenir.

En cas de suppression de produits très consommés, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts du titulaire sans droit à l'indemnisation. L'appréciation de la consommation des produits sera établie unilatéralement par le Centre des monuments nationaux, sans que le titulaire ne puisse le remettre en cause.

#### ARTICLE 5.5 – OUTIL DE COMMANDE EN LIGNE

Le titulaire doit mettre à la disposition du Centre des monuments nationaux un outil de commande en ligne accessible *via* internet.

Cet outil de commande en ligne doit :

- Permettre de consulter l'ensemble des produits référencés au catalogue du titulaire (conformément aux familles identifiées dans le présent CCP) avec leurs tarifs remisés ;
- Permettre de consulter si le produit est un produit dit « vert » ;
- Disposer des fonctionnalités nécessaires à la passation des commandes (constitution d'un panier de commande, etc.) et à leur suivi (suivi avancement d'une commande, suivi d'une livraison, etc.) ;
- Permettre de créer différents types de compte (passeur de commande, administrateur, etc.) ;
- D'extraire les statistiques (site ayant fait la commande, produit commandé, quantité, prix HT et TTC, etc.) ;
- Le cas échéant, des champs libres doivent permettre aux « passeurs de commande » de compléter d'autres informations, (exemple : numéro d'engagement juridique et de service exécutant pour la mise en ligne sur CHORUS Pro des factures, contraintes de livraison, nom des personnes sur site, ou tout autre complément nécessaire à la livraison, etc.)



Cet outil doit permettre à chaque « *passeur de commande* » de saisir ses propres commandes. Un accès « *administrateur* » sera créé pour le représentant du pouvoir adjudicateur et devra permettre de visionner l'ensemble des comptes des « *passeurs de commande* ».

Le titulaire prend en charge la mise en place de toute l'infrastructure, des moyens d'information, d'aide et de conseils devant permettre aux « *passeurs de commande* » ou à leurs représentants d'être opérationnels sur son outil de commande en ligne avec le cas échéant des niveaux de validation.

Dès la notification du accord-cadre, le titulaire se rapproche du correspondant du Centre des monuments nationaux afin que soit établie la liste des responsables des services, identifiés ci-après sous le terme « *passeurs de commande* » et habilités à passer commande dans l'outil de commande dématérialisé ainsi que les adresses de livraison qui leur sont rattachées.

À réception de ces informations, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires (période de préparation) pour créer les comptes et sous comptes demandés, ainsi que les accès à l'interface. En retour, le titulaire adresse aux « *passeurs de commande* » son identifiant et mots de passe personnel

Le titulaire assure :

- L'administration des droits d'accès, la gestion de la base et la maintenance ;
- La mise à jour des produits et des prix ;
- Une assistance technique pour les modalités pratiques d'utilisation du site.

Le Centre des monuments nationaux se réserve la possibilité de demander au titulaire :

- Des formations (en distanciel) de prise en main de l'outil de commande en ligne ;
- Des supports tutoriels et/ou guides en français de l'utilisation du site de commande en ligne.

#### **ARTICLE 5.6 – LIVRAISON**

Les livraisons s'effectuent en France métropolitaine, dans l'ensemble du réseau des services et monuments du Centre des monuments nationaux (cf. annexe : liste indicative des sites du Centre des monuments nationaux), dans les conditions indiquées sur le bon de commande.

La livraison des marchandises fait l'objet d'un bon de livraison signé par les deux parties sous réserve de contrôle par le service destinataire. Un double du bon de livraison est conservé par chacune des parties.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire et ne peut être facturée au destinataire.

Les livraisons sont effectuées dans un délai de 48 heures et sont franco de port.

En tant que de besoin, le titulaire doit, avant la livraison, se mettre en rapport avec le service destinataire afin de lui faire préciser certaines particularités qui peuvent ne pas avoir été spécifiées par « le passeur de commande » (heures de livraison, facilités d'accès à l'établissement).

<b><u>L'attention du titulaire est attirée sur les points suivants :</u></b>
<ul style="list-style-type: none"><li>- L'existence de plusieurs adresses de livraison rattachée à un même "passeur de commande" et à une même adresse de facturation ;</li><li>- L'accessibilité "réduite" de certains sites, soit par la taille du camion autorisé, soit par la nécessité de solliciter une autorisation de stationnement en préfecture, soit par l'utilisation nécessaire d'un transpalette ou diable ;</li></ul>

- Des créneaux de livraison variables selon le lieu et qui tiennent compte de l'activité du monument : jours de fermeture variés, livraison entre 12h30 et 14h00 proscrite la plupart du temps, etc. Quelques sites nécessitent une prise de rendez-vous préalable (voire une demande d'autorisation temporaire de stationnement) ;

- une dépalettisation systématique des cartons avec une livraison en sous-sol, rez-de-chaussée (le cas échéant avec perron) ou en étage selon le site.

**L'ensemble de ces éléments sera précisé par site au titulaire après la notification de l'accord-cadre et pendant la période de préparation.**

**Les conditions de livraison particulières de chaque site devront être respectées sous peine de rejet des livraisons de fournitures.**

## ARTICLE 5.7 – STATISTIQUES

Le titulaire transmet sur demande du Centre des monuments nationaux, *a minima* annuellement, et à titre gracieux, au représentant du Centre des monuments nationaux, un rapport d'activité comportant notamment :

- Une analyse de l'activité de la période considérée (document de type dématérialisé) ;
- Une vue statistique de l'activité, notamment la consommation des produits verts et produits avec éco labels ;
- Un plan d'actions et de progrès face aux éventuels problèmes rencontrés ;
- L'optimisation des catalogues réduits, notamment le retrait ou l'ajout de produits sur la base d'un état des consommations ;
- L'état détaillé et annuel des consommations par produit et service (quantité et prix).

Cet état doit par ailleurs être transmis dans un format tableur exploitable de type .xls

Dès la date de fin de l'accord-cadre, un dernier état récapitulatif général est transmis sur sa durée totale.

## **ARTICLE 6 – PRIX, CONTENU ET VARIATION**

### ARTICLE 6.1 – FORME ET NATURE DES PRIX

Les bons de commandes conclus sur la base du présent accord-cadre seront traités à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées et acceptées par le Centre des monuments nationaux.

Les prix sont ceux fixés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations y compris les coûts et risques liés au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les sujétions et contraintes telles qu'énoncées dans les bons de commande (modalités d'accès et de sécurité).

Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date de facturation des prestations.

### ARTICLE 6.2 – VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de signature de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « M0 ».

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année, soit pour une durée de douze (12) mois à compter de la notification de l'ordre de service. Ils sont révisables annuellement, à la demande du titulaire, dans un délai de deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire transmet, lors de sa demande de révision, le BPU révisé et les détails du calcul des prix révisés.

Le correspondant du Centre des monuments nationaux fait connaître au titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de dix jours calendaires à compter de la réception du nouveau tarif.

En l'absence de réponse du Centre des monuments nationaux au terme du délai susmentionné, le nouveau tarif est considéré comme accepté et entre en vigueur à la date de reconduction de l'accord-cadre. L'ajustement peut s'opérer à la hausse comme à la baisse.

En cas de refus, le correspondant du Centre des monuments nationaux présente ses observations motivées par lettre recommandée. Le titulaire dispose d'un délai de dix jours calendaires à compter de la date de réception des observations pour y répondre et présenter, le cas échéant, un nouveau tarif.

A la réception de la réponse du titulaire, un nouveau délai de dix jours calendaires commence à courir.

Si aucun accord ne peut intervenir, l'accord-cadre pourra être résilié par le Centre des monuments nationaux sans indemnité.

Les prix ainsi révisés restent fermes entre chaque révision.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left[ 0,2 + 0,40 \times \frac{MP_r}{MP_0} + 0,40 \times \frac{PC_r}{PC_0} \right]$$

où

P0 = prix initial ;

Pr = prix révisé

MP<sub>r</sub> le dernier « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.29 – Autres produits en matières plastiques. Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763850 » disponible à la date de révision sur le site Internet de l'Insee.

PC<sub>r</sub> le dernier « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.29 – Autres articles en papier ou en carton. Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763808 » disponible à la date de révision sur le site Internet de l'Insee.

Les valeurs MP<sub>0</sub>, PC<sub>0</sub> sont réputées avoir été établies sur la base des indices connus du mois de la remise de l'offre.

### ARTICLE 6.3 – OFFRE PROMOTIONNELLE

Les rabais et actions promotionnelles sont possibles. Le titulaire peut faire bénéficier le Centre des monuments nationaux des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix exceptionnels se substitueront à ceux indiqués au présent accord-cadre, à condition de leur être inférieurs.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer les « passeurs de commande » de ces offres promotionnelles, ainsi que leur durée d'application.

## **ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT**

### ARTICLE 7.1 – MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations exécutées feront l'objet d'une présentation de facture après « service fait », à l'ordre du Centre des monuments nationaux et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- son objet,
- les produits commandés, et leur quantité
- la date de livraison,
- le montant HT et TTC des prestations,
- le taux et le montant de la T.V.A.,

### ARTICLE 7.2 – PRODUCTION DES FACTURES

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les identifiants du Centre des Monuments Nationaux sont les suivants :

- SIRET : VOIR NOTIFICATION
- Service exécutant : VOIR NOTIFICATION
- N° d'EJ (engagement juridique) : VOIR BON DE COMMANDE

### ARTICLE 7.3 – DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires, mentionnés à l'article L. 2192-13, applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points de pourcentage.

Conformément à l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

## ARTICLE 8 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.  
Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous, sans mise en demeure préalable sauf indication contraire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3, le montant total des pénalités ne saurait être plafonné et le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités encourues, quel que soit leur montant, sauf décision expresse du Centre des monuments nationaux.

Objet	Pénalité
Paramétrage des comptes et des accès	100 € par jour de retard
Erreur de référence livrée*	10 € par référence. Pénalité plafonnée à 20 % du montant HT de ladite commande
Retard de livraison d'une commande	20 € par jour de retard
Emballage secondaire ou tertiaire non-repris par le titulaire	20 % du montant HT de ladite commande

*\*la (re)livraison de la bonne référence doit intervenir dans les délais du marché*

## ARTICLE 9 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

### ARTICLE 9.1 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est attendu que tous les transporteurs du titulaire soient formés à l'écoconduite. Cette formation désigne une méthode d'utilisation des véhicules de manière économe en énergie, c'est-à-dire une conduite qui minimise la consommation de carburant et donc les émissions de CO2 sur la route.

Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.).

La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de la validation expresse du « passeur de commande ».

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les déchets d'emballage produits durant les prestations de livraison restent à la charge du titulaire, conformément à l'article L541-10-1, 1° du Code de l'environnement. En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par le Centre des monuments nationaux, le titulaire laisse les sites bénéficiaires libres de tout emballage secondaire et tertiaire servant au conditionnement et au transport des produits. Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit d'appliquer des pénalités au titulaire et/ou de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de constat de manquement à cette obligation.

Le Centre des monuments nationaux se réserve la possibilité de demander au titulaire son bilan annuel des volumes et de la nature des déchets d'emballage collectés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 9.2 – CONSIDERATIONS SOCIALES**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur souhaite que l'entreprise attributaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les candidats veilleront à préciser dans leur offre leurs actions en matière d'insertion sociale, en lien avec l'exécution des prestations attendues.

#### **ARTICLE 10 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS**

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS ;, les opérations de vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre des monuments nationaux à chaque livraison (envoi de fichier par voie électronique, et, le cas échéant, envoi de la version papier).

Les opérations de vérifications mentionnées ont pour objet de permettre au Centre des monuments nationaux de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre et des bons de commande.

La signature du bon de livraison par l'agent réceptionnant la commande ne vaut que pour acceptation de la livraison sous réserve de vérification des quantités et de la qualité des produits effectivement reçus.

La décision d'admission est prise par les ordonnateurs ou leurs représentants, qui disposent d'un délai de huit jours pour effectuer les vérifications quantitatives et qualitatives.

Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise.

La gestion des incidents de livraison relève des services ayant passé la commande.

#### **Rejet et remplacement des fournitures :**

Le titulaire doit remplacer les livraisons rejetées dans un délai de huit jours à compter de la notification du rejet et enlever à ses frais, dans le même délai, la marchandise rejetée.

Passé un délai de deux mois, l'administration dispose librement des marchandises rejetées qui n'ont pas été reprises.

#### **Indisponibilité des produits :**

Dans le cas où le produit est indisponible chez le titulaire, le Centre des monuments nationaux aura la possibilité de se le procurer auprès d'un autre fournisseur.

## **ARTICLE 11 – ASSURANCE**

Le Titulaire de l'accord-cadre doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la constitution, puis en cours d'exécution, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations conclus sur la base du présent accord-cadre.

Tous les intervenants dans l'exécution des prestations, tels ses correspondants à l'étranger, demeurent sous la responsabilité du titulaire.

Les attestations doivent être remises dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre par le Titulaire et à tout moment lors de l'exécution de l'accord-cadre, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 12 – MODIFICATIONS RELATIVE AU TITULAIRE**

### ARTICLE 12.1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le correspondant du pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### ARTICLE 12.2 – CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

### ARTICLE 13.1 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE SANS FAUTE DU TITULAIRE

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

### ARTICLE 13.2 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du Titulaire, sans mise en demeure préalable, notamment dans l'un des cas suivants :

- absence manifeste ou défaillance dans l'exécution d'un ou plusieurs bons de commande conclus sur le fondement de l'accord-cadre;

- Méconnaissance d'une obligation contractuelle du titulaire, telle que prévue dans les pièces de l'accord-cadre. =

Les prestations peuvent être exécutées aux frais et risques du titulaire.

#### ARTICLE 13.3 – CONSEQUENCES DE LA RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du ou des bons de commande conclu(s) sur la base de l'accord-cadre en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

#### ARTICLE 13.4 – RESILIATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Outre les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-FCS, les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre peuvent être résiliés pour faute du titulaire notamment si les engagements contractuels ne sont pas respectés ou en cas d'inexactitude des renseignements transmis dans le cadre de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 14 – STIPULATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE**

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, au tarif du Titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

#### **ARTICLE 15 – LITIGES**

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation de l'accord-cadre, les parties essaient de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver un accord, les litiges seront soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

#### **ARTICLE 16 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE**

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire de l'Accord-cadre doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois

- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers

Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son identité et son adresse ;

- d'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social



obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

- lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

**L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.**

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D 8222-5, D 8254-4 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

[www.e-attestations.fr](http://www.e-attestations.fr)

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 22 du présent AE-CCP.

## **ARTICLE 17 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

## QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN. Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexés au règlement de la consultation (annexes 1 et 2).

## COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent marché.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution du marché, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

## **ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels le présent CCP déroge.